

LES
PARTIS EN ESPAGNE

PAR

M. RAMON DE LA SAGRA.



Bej.º 1958.

PARIS

CAPELLE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
rue des Grès-Sorbonne, 10.

PARTIS EN ESPAGNE

Imprim. PARE ET COMP., rue du Bouloi, 19.

LES PARTIS EN ESPAGNE

TRIBUNE DES PEUPLES. — Avril et mai 1849.

1^o DÉMOCRATES ET PROGRESSISTES.

Les partis sont en Espagne, comme partout ailleurs, l'expression d'opinions plus ou moins nombreuses sur la politique, l'ordre social, la religion, etc.; c'est-à-dire sur chacune des conditions et des institutions sociales qui n'ont pas encore reçu une sanction absolue, par le fait d'une démonstration incontestable, qui anéantirait par cela même la possibilité des partis que les opinions expriment.

C'est pour cela que nous nous déclarons indépendant de tout parti, car nous n'avons d'opinions sur rien; nous *savons*, ou nous *ignorons*; voilà tout.

Dans cette position, nous nous croyons en droit de pouvoir étudier les doctrines des partis, de les examiner impartialement, et enfin de les juger. Mais le jour de porter un jugement définitif sur les partis ou sur les opinions, n'est pas encore venu. Cela ne pourra avoir lieu qu'au moment suprême de l'agonie sociale, par l'effet inévitable de l'anarchie que produiront la coopération et la lutte de tous les partis, et lorsque, après avoir fixé leur travail de démolition, ils se seront déclarés incapables de bâtir et par conséquent dignes seulement de mourir.

Ces préliminaires nous étaient indispensables pour pouvoir parler de l'état des partis en Espagne. En effet, nous ne nous proposons pas dans ce moment de les juger; nous ne voulons qu'esquisser leurs portraits, en employant les mêmes couleurs qu'ils nous fournissent dans leurs déclarations.

La plus récente est celle d'une fraction de l'extrême gauche de la Chambre des Députés de Madrid. Elle est, à notre avis, le manifeste le plus démocratique qui ait paru jusqu'à ce jour en Espagne, comme expression du parti appelé simplement progressiste et en aucune façon républicain.

Ce manifeste démocratique est divisé en trois parties, sous les titres respectifs de DÉCLARATION DE DROITS, EXPOSITION DE PRINCIPES et PROGRAMME PRATIQUE DE GOUVERNEMENT. Les auteurs du programme, persuadés que les réformes les plus justes ont besoin d'une préparation préalable, ont jugé convenable d'en tracer le tableau sous le titre de la troisième partie, qui, sans cette explication, deviendrait difficile à comprendre en dehors du cadre des deux autres. Nous allons donner un résumé des principaux articles de chaque partie du programme.

DÉCLARATION DE DROITS. — L'Etat doit reconnaître et garantir à tous les citoyens, comme conditions premières et fondamentales de la vie politique et sociale : la sécurité individuelle, l'inviolabilité du domicile, la propriété, la liberté de conscience, celle d'exercer leur profession, métier ou industrie; celle d'émettre, transmettre et propager leurs pensées de vive voix, par écrit ou sous une autre forme; celle de réunion pacifique, pour quelque objet que ce soit, politique ou non politique; celle d'association pour tout but moral, scientifique ou industriel; le droit de pétition, individuellement ou collectivement pratiqué; le droit à l'instruction primaire gratuite; le droit à une participation égale à tous les avantages et droits politiques; le droit à une répartition équitable et proportionnelle des contributions et du service militaire; le droit à remplir tout emploi ou fonction publique, sans autre condition que celle du mérite et de la capacité, avec exclusion de tout privilège; celui enfin d'être jugés et condamnés par la conscience publique, ou le jury.

EXPOSITION DE PRINCIPES. — Les auteurs du programme proclament comme principe fondamental du droit politique moderne, la *souveraineté nationale*, et la *démocratie* comme étant la forme logique et naturelle. De cela ils déduisent l'*unité intrinsèque de tous*

les pouvoirs, comme ayant une même source dans le Peuple; mais ils admettent aussi le principe de la monarchie héréditaire.

Ils déterminent, par trois mots, les caractères essentiels de la représentation nationale, constituée démocratiquement; *la légitimité, l'unité, l'indépendance*. La première suppose l'élection directe et le suffrage universel; la seconde repose sur l'existence d'une seule chambre, expression de l'unité nationale et de l'unité politique de toutes les classes de l'Etat; la troisième exige la limitation et la régularisation des attributions données au pouvoir exécutif de convoquer, suspendre, dissoudre les cortès, et de donner la sanction aux lois; elle demande aussi l'inviolabilité des représentants, l'incompatibilité de cette fonction avec celles du gouvernement, et une indemnité convenable.

La forme monarchique, admise dans ce programme démocratique, exige également l'inviolabilité de la personne du monarque et la responsabilité de ses ministres devant la chambre.

Viennent ensuite les attributions du pouvoir exécutif, dépendantes dans leur étendue de ce que déterminera la Constitution rédigée d'après ces principes. Des corporations élues par le suffrage universel constitueront l'administration des communes et des provinces: les corporations municipales sont responsables devant les conseils de province et ceux-ci devant un conseil d'état dont les membres seront élus par la représentation nationale. Le programme ne dit pas si les juges seront nommés par le roi; mais ils exerceront leurs fonctions en son nom avec une complète indépendance du gouvernement.

Le jury doit connaître tous les délits sans distinction, et la peine de mort est abolie en matière politique.

La presse et la publicité qu'elle procure sont garanties par la suppression de tout cautionnement, de tout obstacle fait pour borner sa liberté. La garde nationale, composée de tous les citoyens, sera la garantie de l'ordre et des institutions. La religion catholique reste celle de l'état; mais aucun citoyen ne pourra être persécuté à cause de ses opinions religieuses.

Le programme contient encore des formules concernant l'administration, l'instruction et la bienfaisance publiques, l'armée, la marine et les tribunaux. Voici les plus saillantes et les plus caractéristiques :

L'instruction primaire, à la charge des communes, est gratuite et universelle ; l'instruction secondaire, à la charge des provinces, l'est également, mais sans être obligatoire ; l'instruction supérieure, à la charge de l'état, sera rétribuée par ceux qui la recevront.

L'enseignement est libre.

La garde nationale est considérée comme la réserve de l'armée.

Les engagements seront volontaires.

Les juges seront inamovibles et rétribués ; mais la justice criminelle sera gratuite.

Le système pénal est le pénitencier.

Sous le titre de *principes économiques*, les auteurs du programme développent une série d'idées sur les contributions et les dépenses publiques, sur la compatibilité, l'industrie, le commerce, les travaux publics, l'enseignement, etc. ; qui rentrent dans le cadre immense, vague et jamais bien déterminé des améliorations progressives. Les plus essentielles de ces idées se reproduiront dans l'analyse que nous donnerons bientôt des opinions de la presse espagnole à l'égard de ce programme.

Les auteurs craignant sans doute que leurs adversaires ne les accusent de socialisme, en déduisant toutes les conséquences de la doctrine démocratique, dont ils émettent les principes, s'empressent de se mettre en garde contre cette accusation, en déclarant, qu'ils considèrent comme absolus et incontestables (inconcusos y no controvertibles), les principes suivants : *Le trône héréditaire d'Isabelle II, forme légitime et populaire du pouvoir exécutif : l'unité nationale, la propriété, la famille.*

D'après ces principes et pour arriver au système social dont le programme pose les bases, ils énoncent la série des réformes qu'ils jugent convenable d'introduire successivement dans l'état. Nous ne les suivrons pas dans ces détails ; nous nous allons continuer maintenant notre exposé par quelques unes des réflexions que le programme de l'extrême

gauche de la chambre espagnole a suggérées aux feuilles progressistes et aux journaux modérés.

La presse libérale progressiste est loin d'être unanime pour accepter le programme du parti démocratique avancé de la Chambre espagnole. Toutes les nombreuses fractions de ce parti, d'accord sur les principes d'égalité et de liberté, pris dans le sens vague et indéterminé que nous leur connaissons, diffèrent quant à l'application pratique. Nous allons exposer leurs objections, d'après un journal espagnol qui les analyse avec clarté et concision.

Le *Siècle* (et *Siglo*), journal auquel nous faisons allusion, n'admet pas l'idée d'une seule Chambre législative.

A son avis, il doit y en avoir deux : le congrès et le sénat, mais provenant d'un système d'élection différent ; le premier corps serait le résultat du suffrage universel, pour être le représentant des intérêts populaires ; le second devrait être élu par les conseils de province, pour représenter les intérêts des départements. En ce qui concerne la garde nationale, le *Siècle* la considère à la fois comme noyau de l'armée active et comme base de l'armée de réserve. Selon lui aussi, il ne faut pas que le clergé et le culte soient compris dans le budget général de l'état ; c'est à celui des communes et des provinces d'en fournir le contingent. La liberté de conscience lui semble assez timidement accordée dans le programme démocratique.

Il ne peut pas même se rendre compte de cette timidité, en voyant les auteurs du projet être d'accord pour reconnaître « que les réformes, pour qu'elles soient durables, doivent être progressives, c'est-à-dire, que tout en admettant l'actualité comme point de départ, elles doivent arriver à leur dernier terme par une série graduelle. » C'est dire assez clairement qu'il faudrait décréter la tolérance religieuse absolue et la liberté des cultes, comme le demande franchement un autre journal progressiste, le *Clamor publico*.

Le *Siècle* critique aussi la timidité des démocrates, sur l'énoncé du principe de la liberté du commerce, que cette fraction ne semble vouloir admettre qu'autant qu'elle serait compatible avec la protection due à l'industrie.

D'après cette feuille il n'y a pas de liberté commerciale compatible avec ce qui s'appelle protection. On désire l'une ou l'autre. Il ne veut pas du système protecteur; il veut la liberté absolue du commerce intérieur et extérieur. — Un pareil principe doit aussi dominer en matière de banques. — Ennemi de toute espèce de monopole, le *Siècle* ne peut pas non plus admettre le monopole du crédit.

Un autre journal, la *Réforme*, semble admettre sans restriction tout le programme démocratique. Les bases, selon lui, n'en peuvent être rejetées rationnellement par aucune personne croyant à l'existence du progrès de l'époque. C'est tout au plus sur les moyens d'application des principes que l'on peut diverger d'opinions.

Le *Clamor publico*, quoique libéral progressiste d'ancienne date, regarde avec dédain le programme de l'extrême gauche; il l'appelle une constitution *demi-républicaine*, avec les principes de laquelle il est loin de se trouver d'accord.

Les journaux conservateurs ont déversé, sur le manifeste qui nous occupe, une réprobation en harmonie avec leurs principes. Le *Heraldo* y voit non pas l'expression des principes d'une fraction, mais celle des principes de tout le parti progressiste: à cet égard la fraction de la gauche n'aurait fait qu'émettre la série complète et bien formulée de ses maximes.

L'*Epoque* s'attaque plus particulièrement à la base du programme relative à la *souveraineté nationale*. Où réside-t-elle? se demande ce journal. A son avis, la *monarchie héréditaire est incompatible avec la souveraineté nationale*. Assertion absolue que nous nous permettrons de recommander à ceux de nos compatriotes qui travaillent avec bonne foi à constituer et à faire prédominer cette souveraineté, tout en protestant de leur fidélité et de leur dévouement à la cause de la monarchie héréditaire, dont ils savent la base sans le vouloir.

D'autres journaux, de diverses nuances, annoncent que la majorité du parti progressiste ne peut pas admettre le programme de la fraction démocratique; et, à en juger par les principes et par la conduite des hommes les plus remarquables de ce parti, nous ne craignons pas de nous tromper en émettant la même

opinion. Le parti progressiste en Espagne représente aujourd'hui la nuance libérale constitutionnelle du parti du progrès. Il désire et proclame les améliorations progressives, plus ou moins actives, plus ou moins radicales. De cette variation dans les modes, naissent les nuances infinies qui divisent le parti et continuent à le diviser tous les jours, par la crainte qu'il a de se rapprocher des doctrinaires conservateurs, ou de tomber dans la démocratie pure, dont il abhorre les conséquences.

En effet, il faut le dire franchement; la grande majorité du parti progressiste espagnol n'a jamais osé poser aucun principe qui pût franchir la limite monarchique de son programme. Liberté de la presse, liberté de discussion, égalité de droits, suffrage universel, liberté d'enseignement et liberté des cultes, oui; mais non pas *destruction* du principe monarchique, et moins encore *anéantissement* du principe de l'autorité. Ces deux terribles négations, qui sont l'expression concise de la démocratie radicale et du socialisme révolutionnaire, sont positivement rejetées aujourd'hui par tous les libéraux progressistes espagnols.

Mais les principes les plus modestes qu'ils proclament, par cette raison même qu'ils sont vagues et mal déterminés, se prêtent aux interprétations malignes et aux accusations implacables du parti conservateur. Ce dernier, en effet, n'a pas de peine à arriver, par la voie logique des conséquences, jusqu'à la démonstration incontestable que le parti progressiste, tout en voulant rester dans les limites de la conservation et du maintien des anciennes bases de la société espagnole, verra que la nature progressive des doctrines qu'il professe, le conduit inévitablement, tôt ou tard, à la proclamation des principes démocratiques, que les deux partis répudient aujourd'hui avec une égale énergie. Ces tendances et cette lutte ont fait naître, au-delà des Pyrénées, comme partout ailleurs, le système de la *résistance*, qui caractérise les partis conservateurs de tous les pays en marche révolutionnaire, et dont nous exposerons les traits spéciaux en Espagne.

Avant d'exposer les principes qui servent de base au parti modéré en Espagne, il nous semble utile de continuer notre esquisse du parti des progressistes,

dont quelques maximes ressortent déjà de l'appréciation que les journaux viennent de faire du programme de la fraction démocratique. En reproduisant un extrait, nous avons reconnu l'impossibilité d'un accord entre les principes monarchiques avec ceux que la fraction proclame.

Mais nous ne voulons pas faire en ce moment la critique des partis, nous nous contentons d'en peindre les portraits. Cependant, en employant les couleurs qu'ils nous prêtent, nous pouvons faire ressortir les traits de dissemblance qui séparent de cette fraction les autres catégories libérales dont l'ensemble plus ou moins compacte constitue le parti progressiste espagnol. Il nous serait bien difficile de le caractériser d'une manière précise et tranchée, par cette raison bien simple qu'il ne forme pas une unité déterminée, mais une série, et qu'on ne peut pas caractériser une série.

En effet, en Espagne, comme partout ailleurs, les hommes du progrès sont divisés en un nombre infini de catégories, dans les cadres desquelles toutes les opinions sont admissibles. Cela est à tel point exact que pas un seul homme n'ose déclarer aujourd'hui qu'il ne désire point le progrès; mais à cette déclaration on associe toujours des correctifs plus ou moins élastiques, qui, bien de fois, réduisent à une minime valeur le sens assigné au mot *progrès*.

En laissant de côté les partis absolutiste et modéré, dont les drapeaux en Espagne portent aussi les mots de *progrès* et *d'ordre*, on voit qu'il n'y a pas une seule fraction du parti progressiste qui n'adopte la même formule. Toutes, en effet, reconnaissent en principe la nécessité indispensable de concilier la liberté avec l'ordre; elles ne diffèrent à cet égard que sur les moyens d'application: mais c'est justement dans les moyens d'application qu'est aujourd'hui toute la question.

Dans l'impossibilité où nous sommes de donner une définition nette de la fraction libérale qui constitue en Espagne le parti progressiste, nous adopterons un autre moyen emprunté de l'Histoire naturelle, où de pareilles impossibilités de classer les êtres arrivent fréquemment, et par des causes semblables.

Ce moyen consiste à faire connaître l'espèce qu'on

veut déterminer non par les traits qui la caractérisent, mais par ceux qui la distinguent des autres. Nous allons essayer de ce moyen, et, comme nous le disions tout à l'heure, la critique faite par les journaux progressistes du programme de la fraction démocratique va nous servir pour esquisser un côté du portrait ; pour obtenir l'autre, nous emprunterons les couleurs aux feuilles conservatrices et absolutistes.

Les progressistes espagnols se déclarent partisans de tous les progrès que le bien-être du Peuple demande. Ils accordent aux individus le libre exercice de leurs facultés ; et par conséquent la liberté du travail, la liberté de discussion, la liberté de la presse, sont pour eux des principes d'une vérité incontestable. Toutefois, ils n'ont pas déclaré que la liberté du travail supposait la destruction de tout obstacle nuisible à son exercice ; que la liberté de la discussion pouvait aller jusqu'à la faculté extrême de discuter sur toute espèce de choses ; que la liberté de la presse avait le droit de franchir les bornes établies par les croyances, les traditions monarchiques, etc.

Sur d'autres questions, ils reconnaissent aussi la nécessité de régler la liberté, par exemple, dans l'enseignement, dans l'exercice des cultes, etc.

C'est pour cela que les progressistes espagnols répudient, avec autant d'indignation que les conservateurs, les tendances de la pure démocratie, à leur avis incompatibles avec l'ordre dans les nations, surtout dans l'état actuel de la civilisation en Espagne.

Mais en même temps, ils diffèrent des partisans modérés du progrès, en ce que ceux-ci veulent régler la marche du Peuple en dehors de lui, lorsque les progressistes demandent à faire appel au Peuple même, pour déterminer et régler la marche à suivre dans la voie du progrès.

Telle est la source de la proclamation du principe de la souveraineté populaire faite par le parti progressiste en général, et rejeté comme un principe anarchique par le parti modéré.

Celui-ci veut bien accorder aux délégués d'une portion choisie du peuple, caractérisée par une position sociale indépendante, le droit de coopérer à la formation des lois, de concert avec le monarque et

un autre corps dont les membres sont choisis par le pouvoir suprême.

Le parti progressiste voudrait élargir le cadre électoral, sans cependant arriver au suffrage universel absolu. L'égalité, ainsi que la liberté politique ne saurait donc avoir ce caractère, du moins, dans la situation actuelle de l'Espagne.

Par ce tableau, on peut voir qu'en réalité le parti progressiste espagnol constitue la série intermédiaire entre la république et l'absolutisme; série qui s'enchaîne d'une part avec la démocratie pure, par la fraction avancée, dont nous avons donné le programme, et d'autre part avec l'absolutisme ou la monarchie du droit divin, par le parti conservateur, lequel n'est aussi en lui-même qu'un chaînon intermédiaire. Dominés par la double crainte de tomber dans l'un ou de glisser dans l'autre, les progressistes espagnols n'osent prendre une allure franche et hardie que lorsqu'ils proposent des améliorations dans l'ordre matériel ou économique, ou quand ils blâment le pouvoir de ne pas seconder les désirs rationnels inspirés par les besoins de l'époque.

Dans le champ clos des améliorations pacifiques et progressives, et abstraction complètement faite de la tendance inévitable à franchir les limites imposées par les conservateurs, ils croient donner à ces derniers un gage de la sincérité de leurs intentions, en se déclarant ennemis des réformes radicales qui pourraient jeter la perturbation et le désordre dans les conditions de la société actuelle.

C'est pour cela que les progressistes espagnols sympathisent peu avec les démocrates républicains, et moins encore avec les novateurs socialistes. Cette opposition est de longue date, et quant au socialisme elle nous semble être instinctive; car nous l'avons déjà vue poindre à une époque assez éloignée, où les théories réformatrices germaient au milieu de l'indifférence publique, dans la nation même au sein de laquelle elles devaient faire bientôt une explosion violente. Lorsque nous aurons bientôt à constater la marche des idées socialistes en Espagne, nous citerons les opinions de la presse progressiste à leur égard.

En ce qui concerne l'opposition du parti progres-

siste aux principes républicains, aucun de ses chefs ne cache leurs sentiments. Leurs préventions ont même reçu une sorte de justification par la dernière révolution française, où tant d'erreurs, tant de contradictions, tant d'inconséquences ont été commises par les hommes appelés à gagner les esprits au moyen d'une démonstration pratique des doctrines qui avaient contre elles le vote absolu des conservateurs et la crainte des libéraux monarchiques.

A ce point de vue, et de la manière dont nous pouvons apprécier les opinions des partis en Espagne, nous ne craignons pas de nous tromper en affirmant que, si la démocratie pure avait trouvé jusqu'en 1848 bien peu d'enthousiastes en Espagne, cette même démocratie façonnée en République par les révolutionnaires français, non-seulement s'est aliéné un grand nombre de sympathies, mais aussi a jeté le découragement et la méfiance dans les esprits les mieux disposés à l'admettre ; et qu'en outre, la marche bâtarde de la nouvelle République, a encouragé le parti de la résistance contre les innovations et les améliorations sociales, qui pourraient devenir favorables aux projets futurs de la démocratie en Espagne. En effet, les conservateurs de la péninsule ibérique ont su établir leur puissance et justifier l'énergie de leurs moyens de compression, par la théorie même des faits révolutionnaires logiquement observés dans l'histoire contemporaine.

LES MODÉRÉS.

Depuis quelques années, mais plus particulièrement depuis que la Révolution a éclaté en France, jetant l'alarme dans toute l'Europe, le parti modéré, dont le gouvernement espagnol est l'expression fidèle, avait adopté et suivi la maxime suivante, que tout récemment M. Guizot a publiée dans son livre sur la Démocratie : « Résister non-seulement au mal, mais au principe du mal ; non-seulement au désordre, mais aux passions et aux idées qui enfantent le désordre ; c'est la mission essentielle, c'est le premier devoir de tout gouvernement. »

Dans un examen critique, que nous tenons encore inédit, de la brochure de M. Guizot, et dont le pre-

sent article n'est qu'une digression, nous avons constaté l'exactitude de la synonymie qui, d'après ce célèbre publiciste, résulterait entre les mots *gouverner et résister*. Mais en même temps, nous lui faisons la concession énorme de supposer au moyen répressif toute la puissance qu'il voulait lui donner, à condition toutefois d'être conséquent avec le principe, d'être logique. Ainsi, nous déduisons de leurs prémisses, que la compression doit être absolue, c'est-à-dire que la répression doit s'exercer non-seulement sur les *faits*, mais sur les *idées*.

Nous nous croyons en droit de trouver M. Guizot en défaut à cet égard; car, pendant son pouvoir, les plus graves inconséquences témoignaient de leur manque de logique, en encourageant des institutions et des doctrines qui menaient tout droit aux *faits* qu'il voulait ensuite réprimer.

A ce point de vue, nos lecteurs conviendront avec nous que la doctrine de la résistance a trouvé en Espagne des disciples plus conséquents et plus sévères que le maître; et, dans cette conviction, nous ne craignons pas de déclarer la conduite énergique du cabinet espagnol supérieure même à la tactique de l'empire. En effet, si d'une part la répression de l'anarchie, après la Révolution de 1793, était une rude besogne pour l'empereur, il faut reconnaître que, d'autre part, il n'avait rien à craindre des idées révolutionnaires du dehors; il pouvait au contraire, en cas de besoin, espérer que les gouvernements de l'Europe suivissent son exemple. Tous pouvaient coopérer alors à l'action compressive du foyer révolutionnaire, car il existait seulement en France. La position actuelle des Etats n'est pas la même, et c'est pour cela que la résistance, pour le gouvernement espagnol, devenait infiniment plus difficile.

Nous nous étions proposé de garder pour nos seuls études cette appréciation: mais, aujourd'hui, nous pouvons la présenter à nos lecteurs comme la conséquence toute logique de la théorie de la résistance faite par un organe choisi du parti, M. Donoso Cortés, député à la Chambre et récemment nommé ambassadeur d'Espagne à Vienne. Son discours dans la séance du 4 janvier dernier, avait pour but de soutenir la conduite du cabinet contre les attaques de l'op-

position progressiste, et de combattre les doctrines de ce parti.

M. Cortès, dans son discours, constate la longue période historique d'incertitude sur la question de savoir lequel des deux systèmes, celui *des concessions* ou celui *de la résistance*, était le plus propre à empêcher les révolutions et les bouleversements des États. Il déclare que si, depuis le commencement du monde jusqu'à 1848, c'était là un problème à résoudre, il cesserait de l'être dans le moment actuel. En effet, M. Cortès n'a pas de peine à démontrer l'impuissance absolue du système des concessions préconisé par les libéraux. Après avoir tracé une histoire fidèle des concessions libérales faites par les gouvernements, il s'arrête au type moderne des concessions politiques, le pape Pie IX, et il conclut qu'à défaut de toute autre preuve, les événements de Rome suffiraient pour donner raison à sa doctrine.

Il expose ensuite celle de la résistance, poussée logiquement jusqu'à ses dernières limites, jusqu'à la dictature, que M. Guizot n'a pas osé lui assigner.

« La vie sociale, dit M. Cortès, ainsi que la vie humaine, se compose de l'action et de la réaction, du flux et reflux de certaines forces envahissantes et de certaines forces résistantes.....

» Lorsque les forces envahissantes se trouvent disséminées, les forces résistantes le sont aussi. Elles le sont par le gouvernement, par les autorités, par les tribunaux, en un mot, par tout le corps social. Mais lorsque les premières se replient, se concentrent dans des associations politiques, alors, et nécessairement, sans que personne ait la possibilité ni le droit de l'empêcher, les secondes se concentrent d'elles-mêmes dans une seule main. Telle est la théorie claire, lumineuse, indestructible de la *dictature*. Cette théorie, messieurs, qui est une vérité dans l'ordre rationnel, est un fait constant dans l'ordre historique. » M. Cortès démontre facilement, l'histoire à la main, non seulement que tous les gouvernements ont eu une dictature, mais encore que toutes les constitutions offrent en elles-mêmes les moyens de l'exercer.

L'orateur continue à exposer la doctrine de la résistance ou de la répression, qu'il trouve aussi ancienne que le monde, mais qu'il explique comme

ayant été exercée par deux puissances diverses : la puissance religieuse et la puissance politique. Voici ses propres paroles et le remarquable développement qu'il donne aux faits historiques.

« Il n'y a que deux répressions possibles ; une intérieure, et l'autre extérieure, la répression religieuse et la répression politique. Elles sont de telle nature que, lorsque le thermomètre religieux monte, le thermomètre de la répression politique baisse ; et lorsque le thermomètre religieux baisse, le thermomètre de la répression politique, la tyrannie, monte. C'est là une loi de l'humanité, une loi de l'histoire. »

Ici le député espagnol présente le parallélisme historique qui ressort dans la marche de la prépondérance religieuse de haut en bas, et de celle de la tyrannie politique de bas en haut. Les époques sont parfaitement bien caractérisées, et il appelle l'attention de son auditoire sur la dernière période pendant laquelle, et à dater de la naissance du christianisme, la prépondérance religieuse a descendu tous les degrés de l'échelle, depuis le maximum jusqu'à zéro, et la prépondérance politique a parcouru la même échelle en sens inverse. Il démontre avec une rare vérité et une surprenante concision, les appropriations du despotisme politique pour se constituer en monarchie féodale, s'entourant successivement d'armées permanentes, de la police, de l'administration, etc. Alors les gouvernements se sont dit : « il ne nous suffit pas pour, réprimer, d'un million de bras ni d'un million d'yeux, ni d'un million d'oreilles ; nous avons besoin de plus, il nous faut le privilège de nous trouver partout en même temps. Et ils l'ont obtenu, le télégraphe fut inventé. »

« Tel était l'état de l'Europe et du monde, lorsque le premier éclat de la dernière révolution est venu nous annoncer à tous *qu'il n'y avait encore pas assez de despotisme dans ce monde, parce que le thermomètre religieux se trouvait à zéro.* »

De cette exacte appréciation des faits, M. Cortés passe au problème social avec la même clarté.

« Eh bien, messieurs, de deux choses l'une : ou la réaction religieuse vient, ou non. S'il y a réaction religieuse, vous verrez, messieurs, comment le thermomètre religieux, venant à monter, le thermomètre

politique commencera à baisser spontanément, sans aucun effort de la part des Peuples ni de la part des gouvernements, jusqu'à marquer le jour tempéré de la liberté des Peuples. Mais si, au contraire, messieurs, et cela est grave, le thermomètre religieux continue à baisser, je ne sais pas où nous irons. Non, je ne le sais pas, messieurs, et je tremble lorsque j'y pense. Considérez les analogies que j'ai placées devant vos yeux, et si, lorsque la répression religieuse était dans son apogée, il n'était besoin d'aucun pouvoir politique, quand la répression religieuse n'existera point, nul genre de gouvernement ne suffira, tout despotisme sera impuissant.

« Une seule chose pourra empêcher la catastrophe, *une seule* et pas d'autre. La catastrophe ne sera pas empêchée, en donnant plus de liberté, plus de garanties, plus de nouvelles constitutions; elle sera empêchée, si tous nous parvenons, par tout l'emploi possible de nos forces, à provoquer une salutaire *réaction religieuse*. »

Tel est, d'après l'illustre modéré espagnol, le seul remède, le seul moyen de prévenir l'immense catastrophe qui se prépare dans le monde; catastrophe amenée naturellement, progressivement, fatalement, d'après M. Cortès lui-même, par l'ascension progressive du thermomètre despotique et par la baisse successive du thermomètre religieux; hausse et baisse qui ont conduit simultanément à la période de l'anéantissement de l'action religieuse et à l'impuissance de l'action despotique. Dans cet état affreux où la mort sociale semble inévitable, M. Cortès présente comme seule planche de salut une *réaction religieuse*. Mais a-t-il espoir et confiance dans la solidité de cette planche, dans la possibilité du moins qu'elle puisse paraître au sein de la tempête sociale? Écoutez M. Cortès; il va nous le dire franchement.

« Maintenant, messieurs, une telle réaction est-elle possible? Oui; mais est-elle probable? Messieurs, je parle ici avec la plus profonde tristesse, et je dis *non*, je ne la crois pas probable. J'ai vu, messieurs, j'ai vu des individus qui avaient quitté la foi, revenir à la foi: malheureusement, messieurs, *je n'ai jamais vu aucun peuple retourner à la foi après l'avoir perdue.* »

Telle est la désolante conclusion d'un éminent conservateur espagnol, d'un doctrinaire instruit dans l'histoire de l'humanité, d'une intelligence supérieure, d'un publiciste aussi digne que M. Guizot de l'admiration de son parti en Espagne. Dans une pareille situation, et en vue des épouvantables signes qu'il vient de dévoiler, M. Cortès ne croit pas que le thermomètre de la répression ait monté encore au maximum ; il prédit « que le monde marche à pas rapides vers la constitution du despotisme le plus gigantesque, le plus destructif qui aura existé de mémoire d'homme.

Comme cette prédiction sort du domaine de la science historique pour entrer dans celui des opinions individuelles, nous ne l'examinerons pas. M. Cortès en déduit la règle de sa conduite personnelle, qu'il expose hardiment dans les termes suivants :

« Si le problème consistait à choisir entre la liberté d'un côté et la dictature d'un autre, il n'y aurait aucune dissidence entre nous, car qui de nous pouvant embrasser la liberté fléchirait le genou devant la dictature ? Mais la question n'est pas là. *La liberté n'existe pas de fait en Europe* ; les gouvernements constitutionnels qui l'ont représentée dans ces dernières années, ne sont presque partout que des mannequins, que des squelettes sans vie. Que sont donc ces gouvernements avec leurs majorités légales, toujours vaincues par les minorités turbulentes, avec leurs ministres responsables qui ne répondent de rien, avec leurs lois inviolables et toujours violées ? Ainsi, messieurs, la question n'est pas entre la liberté et la dictature ; non, ce n'est pas là la question. Ce qu'on nous propose, c'est de choisir entre la dictature de l'insurrection et celle du gouvernement. Eh bien ! placé dans cette alternative, je me décide pour la dictature du gouvernement comme étant moins lourde et moins dégradante. On propose de choisir entre la dictature qui vient d'en bas et celle qui vient d'en haut ; je choisis cette dernière parce qu'elle est descendue de régions plus hautes, plus calmes. Enfin, on laisse le choix entre la dictature du *poignard* et la dictature du *sabre* ; eh bien ! je préfère la dictature du *sabre*, parce qu'elle est plus noble. »

Voici, en résumé, les conclusions que nous pouvons tirer de la doctrine du publiciste modéré espa-

gnol. L'alternative permanente de l'anarchie et du despotisme; pour planche de salut une réaction religieuse, déclarée non probable; pour résultat impérisable, afin de maintenir l'ordre, la dictature du sabre.

En exposant une pareille doctrine, nous avons eu soin de ne mêler aucune observation qui, dans l'état actuel des esprits, pourrait, à notre égard, être prise en mauvaise part et nuire à la position de critique indépendant que nous tenons à conserver. Cependant, nous devons faire remarquer à ceux de nos lecteurs qui sont au courant de nos écrits, la ressemblance parfaite qui existe entre notre point de départ et celui du publiciste modéré. Nous continuons à suivre ensemble la voie historique qui amène à constater les symptômes des révolutions modernes : nous sommes d'accord pour reconnaître l'inefficacité de la répression politique par le double effet de l'anéantissement de la foi et des progrès de l'intelligence ; mais au moment de s'arrêter devant l'abîme, notre compagnon fait appel à la force pour contenir l'humanité qui se précipite vers cet abîme, tandis que nous, en franchissant par l'esprit l'espace qui sépare les deux rives, nous criions avec l'accent de la plus profonde conviction : « Non, le despotisme n'est pas le dernier mot de la Providence ; non, l'anarchie n'est pas non plus le terme de la civilisation. Au-delà du despotisme, au-delà de l'anarchie se trouve l'ordre fondé sur la justice absolue ! »

LES ABSOLUTISTES.

L'esquisse que nous avons faite des principes du parti modéré en Espagne, d'après le tableau remarquable d'un de ses plus zélés apôtres, suffirait pour déterminer le point de transition ou le chaînon commun qui lie ce parti à celui de l'absolutisme du droit divin.

En effet, l'appel à une réaction religieuse en Espagne, comme étant le seul moyen de donner au pouvoir la force morale qui lui manque aujourd'hui pour anéantir les germes d'anarchie qui surgissent partout, ne peut être autre chose que le rétablissement de l'autorité sur la foi, la subordination du pouvoir temporel au pouvoir spirituel de l'Église, et la représ-

si n de la liberté de la pensée en la subordonnant toujours aux principes de la foi.

Nous ne tracerons pas ici la série de conséquences inévitables de la domination du principe proclamé comme planche de salut pour la société future ; il nous semble qu'aucun de nos lecteurs n'en a besoin, pour convenir avec nous que ce principe mène directement au despotisme de l'inquisition et du moyen-âge.

Cependant, ses partisans doctrinaires et belliqueux en Espagne ne veulent pas l'avouer. En arborant le drapeau de la révolte contre le feu roi Ferdinand, dont le despotisme politique ne s'appuyait ni sur l'autel ni sur les bûchers, en tirant l'épée contre les amis de la liberté, en persécutant les hommes d'avenir, en propageant les erreurs et les superstitions, ils se sont toujours déclarés les défenseurs du progrès. Pour paraître conséquents avec cette déclaration bâtarde, ils ont offert dans leurs manifestes d'étranges concessions, et les publicistes de ce parti ont fait des efforts extraordinaires pour concilier le principe religieux de la domination absolue avec les exigences impérieuses de la civilisation, qui sont compatibles avec la liberté seulement.

Nous n'avons pas besoin non plus d'exposer les principes du parti absolutiste en Espagne. Ces principes sont identiques à ceux des partis qui admettent la monarchie du droit divin. Ils sont nets, précis, et ne se prêtent point, comme les principes des partis intermédiaires et de transition, à des interprétations infinies, qui nous ont rendu impossible la classification du parti libéral constitutionnel, dans une catégorie fixe et déterminée.

Le parti absolutiste est nombreux en Espagne, et le drapeau religieux qu'il a arboré dès le commencement lui a donné des soldats énergiques et décidés à soutenir les croyances qu'on leur disait être menacées par les doctrines libérales. C'est d'un côté cette prévention et de l'autre l'inefficacité des réformes politiques pour améliorer l'état du peuple qui ont nui immensément à l'adoption des principes révolutionnaires que les partis libéraux de la Péninsule ibérique ont essayé de réaliser avec plus ou moins d'activité. La masse des habitants, qui n'est appelée à juger

des principes que par leur effet pratique, ne pouvait pas se résoudre à accorder ses sympathies au nouveau programme des droits politiques dont une expérience assez longue a démontré du reste l'illusion et l'inefficacité radicale.

Ces indications suffisent pour remplir l'espace que nous destinons dans notre cadre à l'esquisse du parti absolutiste en Espagne ; notre but n'étant pas, dans ce moment, d'apprécier sa force, ses moyens et ses chances dans les combats qu'il est encore appelé à livrer aux idées progressives.

Passons maintenant en peu de mots au parti tout à fait opposé, et qui, par cela même, offre des traits caractéristiques nettement accusés, absolus et par conséquent faciles à reproduire.

LES RÉPUBLICAINS.

Par opposition au véritable parti absolutiste, qui, ainsi que nous venons de l'indiquer, rêve en Espagne comme partout ailleurs une réaction religieuse vers l'ancien principe du droit divin, et un rétablissement impossible du principe de l'autorité infaillible, anéanti par la raison, le parti républicain proclame le principe absolu de la souveraineté du Peuple et toutes les conséquences qui en découlent, la destruction de la monarchie, celle de tous les privilèges, l'égalité et la liberté pour tous, la discussion libre, et des droits communs.

Le parti républicain, en Espagne, est peu nombreux. Nous ne connaissons pas son programme, et moins encore les moyens qu'il possède pour compter sur un avenir plus ou moins prochain. Il n'y a pas de journaux qui soutiennent ses doctrines, et les manifestations publiques qu'il a faites jusqu'à ce jour ont été plus belliqueuses que politiques. En outre, nous n'avons jamais été en rapport direct avec les hommes qui suivent ce drapeau, et les écrits qu'ils ont publiés ne suffisent point pour caractériser la valeur de leurs connaissances ni la portée de leurs vues.

Nous pouvons seulement dire, d'après quelques faits et quelques aperçus isolés, que le républicanisme dans la péninsule semble pencher plutôt vers la fédération que vers l'unité. La diversité des origines, des

dialectes, des mœurs, des caractères et des intérêts des habitants des provinces aurait tracé tout naturellement une pareille voie vers le fédéralisme démocratique, ouverte aussi par le sentiment d'indépendance qui continue à se maintenir vigoureusement chez les familles politiques de la péninsule. Ce sentiment n'a pas cessé d'être un obstacle à l'organisation initiative du système de centralisation administrative, si prôné par les libéraux conservateurs d'Espagne, et contre lequel protestent déjà ces publicistes français du même genre, qui s'étaient érigés en apôtres de la même idée.

Faute de pouvoir donner le programme actuel du parti républicain espagnol, nous sommes forcés de nous borner à faire ressortir les modifications des idées à son égard. Il n'y a pas longtemps l'opposition à la démocratie était presque dans tous les organes du parti progressiste; mais, aujourd'hui, nous croyons découvrir un adoucissement dans ses appréciations. Cette conduite nous semble être le prélude, sinon d'une fusion future dans toutes les fractions réellement libérales, du moins d'une tolérance voisine de l'union.

Elle pourrait contribuer à semer la division dans le parti progressiste monarchique, et grossir, dans un moment donné, l'armée révolutionnaire démocratique. Pour donner quelques preuves à l'appui de nos prévisions, nous ferons remarquer à nos lecteurs que, dans les appréciations les plus récentes, les journaux progressistes, contrairement aux conservateurs, accordent une *existence réelle* à la démocratie pure en Espagne : « Attendez, disent-ils, aux hommes de la réaction; bientôt notre assertion sera confirmée par une expérience solennelle : vous niez, mais l'histoire affirmera. » (*Siglo* du 12 avril.) Les progressistes démocrates courent les mêmes chances, sont exposés aux mêmes périls, sont assujétis à la même fatalité. Ensemble ils doivent vaincre ou mourir, surtout aujourd'hui que la réaction, enhardie, menace de faire sombrer, dans un naufrage commun, ceux qui avancent et ceux qui s'arrêtent dans la voie du progrès (*idem.*)

Les journaux de provinces expriment les mêmes tendances sympathiques. L'avenir (*et Porvenir*) de Sé-

ville, en acceptant le programme semi-républicain de l'extrême gauche de la chambre, ajoute qu'il le considère comme la seule expression caractéristique et véritable du parti réellement progressiste espagnol. Vouloir plus serait nous conduire à l'anarchie; nous contenter de moins serait marcher à l'absolutisme par la voie d'une fausse modération.

LES SOCIALISTES.

Il est facile de constater que les doctrines et les tendances des partis politiques en Espagne se résument dans ces trois principes : *Progrès, maintien du présent, réaction vers le passé*. Le premier constitue la protestation vivante contre la politique ancienne; le second admet la protestation, jusqu'aux conquêtes modérées, craignant toujours d'outrepasser les bornes; le troisième récuse toute protestation.

Mais les deux premiers principes, tous protestants qu'ils sont dans l'ordre politique, n'expriment aucun dessein de porter atteinte à la constitution de la société actuelle. A ce point de vue, les partis progressiste et modéré se sont déclarés jusqu'à ce jour, relativement au maintien des bases morales et économiques de la société espagnole, également *conservateurs*.

Toutes les modifications acceptées par eux; toutes les réformes recommandées et essayées; toutes les doctrines, même les plus avancées, celles qui, d'après les publicistes absolutistes, tendraient au renversement du trône et de l'autel, ne sortent pas réellement du cercle purement politique et économique.

Nous convenons que ces réformes partielles dans l'ordre matériel de l'Etat, en ébranlant la base sur laquelle repose la société monarchique et religieuse espagnole, conduiront plus tard à la dernière évolution révolutionnaire; mais nous croyons pouvoir affirmer que cette prévision n'est pas entrée dans l'esprit des libéraux espagnols. Nous les croyons sincères et loyaux, en proclamant, d'accord avec les conservateurs modérés, le maintien de l'ordre social sur les bases qui l'ont régi en Espagne jusqu'à ce jour.

De ce point de vue, en comparant l'état des idées chez les divers partis intelligents de notre pays avec

celui des doctrines de la protestation sociale chez d'autres Peuples avancés en civilisation, il nous est facile de constater qu'en Espagne les partis de la réforme n'ont pas encore franchi les bornes de la politique. Par conséquent, le parti *socialiste* n'existe pas encore, au moins comme constituant un corps d'individus agissant d'après une pensée décidée vers le changement des bases de l'ordre actuel. Cela ne veut pas dire que les idées de réforme sociale ne soient venues en Espagne à l'esprit de personne, et moins encore qu'on ignore au delà des Pyrénées les doctrines des novateurs qui, chez d'autres Peuples, ont arboré le drapeau de la guerre contre l'ancienne société.

Nous croyons pourtant que nos lecteurs doivent être curieux de connaître l'état de ces idées en Espagne, et nous en donnerons bientôt une exposition aussi succincte que possible.

Les socialistes ne forment pas encore un parti en Espagne : à cet égard, nous croyons que la Péninsule Ibérique n'est pas plus avancée que l'Italie et la Hollande. Dans ces trois pays, les évolutions protestantes de la raison n'ont pas encore dépassé la phase politique ; et si nous étions appelés à tracer la série chronologique des nations par rapport aux idées socialistes, nous placerions, sous ce point de vue, les trois Peuples que nous venons de nommer après la Belgique, qui suit immédiatement la France et l'Allemagne.

Lorsqu'on fera en Espagne l'histoire des idées appelées socialistes, on sera obligé de signaler deux sources différentes et bien éloignées l'une de l'autre. L'existence de la première sera constatée dans les ouvrages de nos économistes de la seconde moitié du seizième et de tout le dix-septième siècle. Ces écrivains, devant leur époque, ont énoncé les principes fondamentaux de la théorie de la richesse basée sur le travail, bien avant que le célèbre Adam Smith l'eût formulée en corps de doctrine scientifique. Nous avons aussi trouvé dans des écrits de la fin du seizième siècle les doctrines des écoles les plus avancées de l'époque actuelle, contre l'usure, qui n'était combattue alors seulement par les doctrines chrétiennes, dont les pères de l'Eglise ont été les plus courageux apôtres, mais sous le point de vue purement économique.

Mais ces idées, dont le développement logique menait directement aux doctrines de la science rationnelle, furent abâtardies par l'invasion des doctrines anglaises, qui tendirent à établir dans les principes de la science le *fait* de la suprématie du capital comme agent de la richesse à la place du *droit*, qui constate la suprématie du travail. Depuis lors, l'histoire de l'économie politique en Espagne se trouve confondue avec celle des pays voisins qui ont développé ces doctrines. L'ancienne source des idées contraires au capital et en faveur du travail s'est tout à fait tarie. Nos économistes modernes semblent même l'avoir oubliée; et par conséquent, les idées socialistes que nous trouvons aujourd'hui en Espagne ne reconnaissent point une telle origine. Elles ne sont nullement la suite ou la tradition des principes proclamés chez nous au seizième siècle; leur source est plus récente, et elle relève plutôt du contact de la France que de la force intellectuelle des esprits, et moins encore de la surexcitation produite par des besoins sociaux qui ne s'est pas encore produite en Espagne.

Avant d'exposer ces idées, dont la source est étrangère à ce pays, nous devons faire mention des doctrines plus avancées encore d'un célèbre économiste espagnol, dont le nom figure honorablement dans l'histoire de la science. C'est M. Florez Estrada, auteur d'un traité général d'économie politique, publié à Londres, en espagnol, en 1828, et traduit plus tard en français. Une dernière édition, considérablement augmentée, parut à Madrid en 5 volumes en 1840. L'auteur la fit précéder, en 1839, de la publication d'un chapitre tout nouveau, sous le titre de : *La question sociale, ou origine, étendue et effets du droit de propriété*. Dans ce travail remarquable et hardi, l'auteur reconnaissant ce principe fondamental que toute richesse vient du travail, conclut à l'injustice du *droit de propriété territoriale*; car, dit-il, le droit de propriété, ne pouvant tomber que sur une richesse acquise, il est nécessaire que cette dernière dérive primitivement du travail. Or, si l'intervention de l'homme n'a pas concouru à la production des dons naturels, ceux-ci ne peuvent jamais être la propriété légitime d'aucun individu. De là il résulte que toute propriété qui n'est pas le produit de celui qui la possède, doit son

existence à une loi civile. il serait absurde d'affirmer qu'une pareille propriété provient d'un loi naturelle.

Comme on le voit, l'économiste espagnol essayait de propager en Espagne les mêmes doctrines que M. Proudhon, avant de connaître ses ouvrages. Il ne déclarait pas, comme celui-ci, que *la propriété est le vol*, mais il affirmait qu'*elle est le germe de tous les maux que souffre la société*. Mais ces maximes étaient si précoces relativement à l'état des idées en Espagne, qu'elles auraient passé inaperçues si nous ne leur avions donné quelque retentissement par la critique plus énergique que logique que nous en avons faite dans l'Athénée de Madrid, et qui fut publiée en 1840 dans nos *Leçons d'Economie sociale*.

Il en fut ainsi, parce que notre intelligence se trouvait encore dans la période de simple protestation sociale, déterminée par la constatation des souffrances humaines, mais sans avoir trouvé les principes rationnels de l'ordre futur.

Les doctrines de M. Florez Estrada, au sujet de la propriété territoriale, n'ont donc exercé aucune influence sur l'inoculation des idées socialistes des écoles françaises. — Nous commençons à trouver ces idées dans la Péninsule à peu près à la même époque; elles appartiennent à l'école de Fourier, dont les ouvrages commençaient à être connus, soit par les livres français, soit par des résumés en Espagnol dont le plus ancien nous semble avoir été la traduction de celui de V. Abel Transon, fait par P.-L. Huarte en 1842.

De la même époque est la demande faite aux cortès et au régent du royaume, par M. Sagrario de Belloy, propriétaire à Cadix, afin d'établir en Andalousie un *phalanstère*, dirigé par une société par actions au capital d'un million de piastres fortes. Nous verrons tantôt que ce sont aussi les idées fouriéristes qui continuèrent à se propager en Espagne, au moyen de la *Démocratie pacifique*, qui a eu l'adresse de les faire accepter, même par les capitalistes. Mais, avant d'aborder la question, nous croyons indispensable de parler ici d'une école très excentrique, qui a formulé son programme en Espagne au commencement de 1845, dans des termes caractéristiques de la protestation contre le principe de l'autorité, qui nous semble

être la véritable expression avancée du socialisme moderne.

Au milieu des opinions, généralement conservatrices en Espagne, du principe de l'autorité religieuse et monarchique, il y aurait eu une véritable folie à protester contre ce principe. Aussi, les apôtres de la nouvelle école, qui publia sa théorie dans la ville de Saint-Jacques, en Galicie, se gardèrent-ils bien de les développer jusqu'à en tirer toutes les conséquences. Ils se renfermèrent dans le champ des lettres et des arts, branches de connaissances qu'on embrasse, au-delà des Pyrénées, sous le titre de *littérature*.

C'est dans ce cercle qu'ils ont proclamé l'*émancipation absolue* de la pensée, la guerre à toutes les entraves, le mépris et l'anéantissement de toutes les écoles. Logiques jusqu'au dernier degré, et constatant qu'aujourd'hui *personne ne reconnaît de maître en rien*, c'est-à-dire, que le principe de l'autorité est annihilé, ils défèrent chacun d'oser dire à l'intelligence : *marche par ici*. Dès lors l'*anarchie* devenait la seule règle de tout; l'*anarchie*, période indispensable de transition entre celles de l'autorité éteinte et de la vérité inconnue.

Une pareille doctrine énoncée avec toute l'énergie de la jeunesse dans un journal hebdomadaire, appelé l'*Avenir*, serait destinée à produire une grande sensation dans un public préparé d'avance à ce genre de discussions. En Espagne, elle n'excitât que le mépris et le blâme de la part des libéraux : un seul journal d'une opinion démocratique (l'*Echo du Commerce*) osa leur donner des éloges. Ses rédacteurs s'aperçurent de suite qu'en s'appuyant sur de pareilles doctrines ils préparaient des conséquences inévitables dans l'ordre religieux et politique : ainsi, ils ne cachaient pas que *la liberté sans entraves*, dans le domaine de la littérature, supposait la liberté de conscience, la liberté des opinions et toutes les libertés qui devaient entrer dans la formation du code social de l'avenir.

Par ordre de l'autorité politique du département le journal anarchique fut supprimé le 2 septembre 1845. Quelques-uns de ses jeunes rédacteurs furent plus tard compromis dans les luttes révolutionnaires.

Mais, comme nous venons de le dire, toutes ces

idées qui expriment une protestation quelconque contre les bases et les conditions de la société actuelle, trouvent encore très peu d'écho en Espagne. Les esprits se sont plus portés vers les vices de la forme politique que vers les maladies de l'organisme social. Les partis les plus avancés de la Péninsule ibérique en sont encore là ; et toutes les excitations des novateurs étrangers, qui voudraient faire entrer nos hommes politiques dans le torrent souterrain de la réforme sociale, doivent encore échouer contre l'inertie des amis de la liberté en Espagne. Ils croient qu'on peut la rendre compatible avec l'ordre, avec le bien-être général sans porter un coup aux bases reconnues par eux comme fondamentales.

D'après ces convictions, les journaux libéraux de toutes les nuances ont été toujours hostiles aux idées socialistes. En 1847, nous lisions dans le *Clamor publico*, journal progressiste, la condamnation de tous les socialistes, comme étant des rêveurs « dont les doctrines s'appuient sur le malheur du plus grand nombre. » Plus récemment, le même journal, qui a reproduit en espagnol le livre de M. Thiers sur la propriété, faisait la critique des principes de M. Florez Estrada. Un autre journal avancé, *el Siglo*, refuse aux doctrines socialistes une base philosophique et les condamne en masse comme extravagantes pour avoir voulu anéantir les principes tutélaires à l'ombre desquels la civilisation est née, a crû et s'est développée (21 janvier). Enfin, nous venons de lire, dans un journal démocratique de Séville, une protestation franche et nette contre les doctrines de *dissolution sociale* qui ont agité l'ordre chez la nation voisine, doctrines, dit-il, dont l'invasion n'a jamais inspiré et ne pourra jamais inspirer aucune crainte en Espagne. » (*Porvenir* du 20 avril.)

Nous avons voulu, par ces citations, confirmer l'assertion que nous avons émise au commencement de ce chapitre sur la non-existence d'un parti socialiste en Espagne, puisque les fractions les plus avancées du progrès refusent leur appui à de pareilles doctrines. Cependant, nous avons d'autre part constaté que ces doctrines ont été acceptées par quelques individus ; et, avant la révolution de Février, elles avaient

acquis déjà deux tribunes dans la presse, sous le titre de *la Fraternité* et *l'Organisation du travail*.

La *Fraternité* parut à Barcelonne au commencement de novembre 1847, et continua tous les dimanches jusqu'au mois de février suivant, où elle fut supprimée. Ce journal s'était déclaré communiste, et suivait les principes de *Cabet*. Il proclamait le *droit à l'existence* et le *devoir* du travail. Il se fit l'apôtre de l'expédition icarienne, dans laquelle il parvint à faire enrôler quelques Espagnols, dont le plus enthousiaste, M. Rovira, vient de se suicider à la Nouvelle-Orléans, désavouant ses illusions et condamnant son maître.

L'Organisation du travail commença à paraître à Madrid le 1^{er} mars 1848, et fut publiée pendant deux mois, deux fois par semaine. Ses doctrines appartenaient à l'école de Fourier, dont il avait adopté la formule sacramentelle : *Association du capital, du travail et du talent*. Elle prêchait l'ordre et la paix ; elle déclarait que la science sociale n'était pas révolutionnaire, tout en démontrant l'état maladif de la société actuelle et la nécessité d'une réforme radicale. Un des traits les plus caractéristiques de ce journal ressortait de son mépris des questions politiques et de la suprématie qu'il reconnaissait à celles du travail.

Nous n'avons maintenant aucun moyen certain de connaître l'état des idées socialistes dans la jeunesse espagnole, qui s'est vouée à leur étude. Aucune publication ne paraît à cet égard. Mais nous nous apercevons que, parmi les hommes les plus remarquables du parti libéral progressiste, règnent les mêmes préventions anciennes contre le socialisme, ou au moins, contre ses principes à son point de départ. Cependant il nous semble impossible que le grand nombre de publications faites par chaque école, et plus encore la tendance toute socialiste imprimée à la Révolution française, n'ait produit aucun effet sur les intelligences de nos compatriotes.

Nous devons croire plutôt qu'il se fait dans ce moment, au-delà des Pyrénées, un travail sourd et consciencieux qui aura plus tard pour résultat de poser les problèmes sociaux en rapport avec les besoins réels des Peuples.

CONCLUSIONS.

Ces réflexions nous conduisent à porter notre intelligence vers l'avenir, dans le but de découvrir le développement de la loi historique et inévitable qui suit les idées et les faits, et qui les traduit. Notre position indépendante des opinions des partis nous imposant le devoir de n'admettre que ce qui est vrai, donnera à nos prédictions le caractère sérieux de la raison.

Les grands phénomènes révolutionnaires dont nous sommes témoins, compromettant tous les intérêts créés, et annonçant un cataclysme épouvantable dans l'ordre des états anciens, ont ébranlé tous les esprits, soulevé tous les sentiments, enhardi toutes les ambitions. Ces conséquences ont découlé en Espagne, comme partout ailleurs. Les efforts du pouvoir ne sont peut-être efficaces que pour en comprimer la manifestation; mais lui-même, en redoublant d'activité et d'énergie pour arrêter le débordement des idées, a constaté aussi la gravité des symptômes d'agitation qui menacent l'ancien ordre de choses.

Pour mieux caractériser ce phénomène, nous les apprécierons dans les différents groupes politiques qui constituent les partis, en faisant appel non pas aux faits qui nous sont inconnus, mais au raisonnement qui ne pourra pas nous tromper.

Le parti progressiste doit se diviser bientôt en deux fractions principales. Dans l'une se classeront naturellement les hommes les plus remarquables, qui ont donné le plus de gages au maintien des bases de la société espagnole. La crainte de les voir chanceler sous les coups redoublés de la démocratie socialiste, les forcera de fléchir dans leurs tendances progressives, et de se rallier au principe de conservation de l'ordre monarchique et de résistance aux innovations qui pourraient le compromettre.

Pendant que les hommes distingués que nous venons de signaler s'éloigneront, dans la pratique, de l'application dangereuse des doctrines libérales, le parti modéré ou conservateur verra avec plaisir cette modification favorable chez les anciens démocrates, dans l'espoir de renforcer avec eux le corps

résistant aux réformes radicales et révolutionnaires proclamées chez la nation voisine. Il est probable que l'entente cordiale des futurs alliés sera signalée par la participation au pouvoir de quelques anciens progressistes, décidés à s'opposer de toutes leurs forces à l'invasion démocratique.

Pendant que ce mouvement de fusion s'opérera au sein des fractions de ces deux partis en Espagne, celle du progrès, restée fidèle à la tradition démocratique, sera forcée de développer son programme, en se rapprochant de plus en plus du parti républicain; cela lui sera d'autant plus facile, que les doctrines nettes et bien tranchées de ce dernier offrent l'avantage de pouvoir être soutenues comme conséquences logiques du système représentatif qui reconnaît l'égalité des droits et l'unité dans la loi. C'est par cette voie que la démocratie verra augmenter le nombre de ses enrôlements volontaires, dans le but d'agir d'après ses convictions, et croyant mieux servir la cause du Peuple.

Ce mouvement ascensionnel s'opérera naturellement, et en dehors du progrès de la révolution en Europe; mais il se propagera avec plus de rapidité et de succès à mesure que les doctrines du mouvement progresseront dans le voisinage de l'Espagne.

Ce sera alors qu'un parti socialiste s'organisera au-delà des Pyrénées, résultant à la fois de l'invasion des maximes séduisantes des écoles étrangères et de l'impossibilité de rendre pratiques les droits conquis par la démocratie au milieu des institutions anciennes sur lesquelles s'appuyait l'ordre monarchique.

Cette incompatibilité ressortira des faits et des théories : le parti conservateur devra reconnaître son impuissance à comprimer l'élan révolutionnaire produit par la protestation politique dont il a été un apôtre, et le parti démocratique tombera dans des contradictions sans fin, en voulant à son tour s'éloigner aussi des réformes radicales qui épouvantent la majorité des Espagnols.

Les conditions sociales où se trouve l'Espagne sont cependant bien propices pour rendre régulier le développement de la loi historique qui constitue la marche inévitable de la civilisation.

Ce n'est pas en repoussant le dogme du progrès

par l'élimination des principes fondamentaux et philosophiques sur lesquels le progrès doit être basé ; ce n'est pas en s'effrayant du bruit révolutionnaire et en fermant les yeux pour ne pas voir l'étincelle électrique qui précède la foudre ; ce n'est pas en se jetant en travers sur la route tracée par les générations passées, et que doit suivre la génération actuelle, qu'on parviendra à étouffer chez le peuple espagnol la coopération qu'il doit prêter plus ou moins tardivement à l'œuvre de la transformation sociale prédite dans l'évangile.

Par la raison même qu'il s'est maintenu plus isolé que les autres peuples du contact dangereux d'une civilisation corruptrice, il a moins à en subir les conséquences et il aura moins d'obstacles à vaincre pour parvenir à la conquête d'un ordre fondé sur la justice.

Mais malheureusement nous voyons toujours notre pays suivre la marche imitatrice des erreurs de ses voisins : nous l'observons depuis long temps, dans cette voie forcée et étrangère à ses sentiments.

Quoiqu'il forme une exception en dehors des Peuples qui ont franchi les digues de l'ancienne autorité, et qui s'arrêtent dans le bourbier de l'anarchie, faute de connaître la base nouvelle qui doit remplacer le vieux système anéanti ; quoi qu'il se soit sauvé, comme par miracle, de la période matérialiste, qui suit inévitablement la protestation religieuse ; nos hommes d'état de tous les partis n'ont pas su tenir compte de cette remarquable différence, pour diriger la nation espagnole vers le terme du progrès réel, en franchissant d'un bond les abîmes de l'anarchie.

Toutes les fois que nous avons essayé d'établir ces différences caractéristiques et favorables à la marche du peuple ibérique vers l'avenir providentiel destiné à l'humanité, nous avons été ou rejetés avec dédain, ou repoussés avec haine. L'indépendance de nos doctrines nous a complètement isolé de tous les partis ; et dans cet isolement, nous ne jouissons même pas de la paix que procure l'oubli, car nous sommes devenu victime de craintes injustes et de préventions funestes.

FIN.

